

Tartuffe ! Abus de confiance

On ne peut nier à l'actuel ministre de l'Éducation Nationale un certain talent dans l'exercice qui consiste à travestir l'ensemble de son action fondamentalement régressive pour donner l'impression qu'elle s'inscrit dans la plus pure tradition républicaine.

A longueur d'interviews, de circulaires, de vidéos sur les réseaux sociaux, la communication insiste sur la lutte contre les inégalités, l'accès à la culture... Jean-Michel Blanquer n'hésitant pas à invoquer l'ambition émancipatrice des Lumières qui aurait guidé la mise en place de « Devoirs faits », et la conception des réformes du lycée et du bac !

Le projet de Loi *Pour une École de la confiance*, dans son introduction générale, prétend justement

être un nouvel « acte véritablement fondateur de notre République ».

Derrière les éléments de langage consensuels se cache en réalité un projet autoritaire qui menace gravement la liberté d'expression des personnels au nom de « l'exemplarité », qui fait cadeau à l'enseignement privé du financement public de la maternelle, qui attaque les structures du second degré en créant, pour l'élite, les EPLE Internationaux (qui pourront être financés en partie sur fonds privés), et, pour le petit peuple de la ruralité, des EPLE limités à l'acquisition des « savoirs fondamentaux », qui prévoit le recrutement d'AED qui pourront enseigner à un coût défiant toute concurrence... (voir p 4-5)

Fuite en avant

Précipitation, mépris du dialogue, mépris du débat, mépris de la parole des professionnels : le cheminement de ce projet de Loi est marqué de bout en bout par une volonté d'aller le plus vite et le plus loin possible dans la contre-réforme de l'École : c'est une des traductions de l'affaiblissement qui touche la majorité au pouvoir. C'est aussi une source d'optimisme pour celles et ceux qui ont bien compris le caractère foncièrement autoritaire et inégalitaire des réformes engagées. Le ministre a déjà dû renoncer à fusionner les académies. Cela doit nous encourager à agir dans les prochaines semaines pour contrer un projet éducatif fondé sur le contrôle et la délégitimation des personnels auxquels il prétend pourtant hypocritement faire confiance. ■



Jean-François Carémel